

Projet de recherche Prognos

Le mandat de formation de SRG SSR idée suisse dans le paysage suisse de la formation jusqu'en 2015

Projet soutenu par l'Office fédéral de la communication (OFCOM)

Kai Gramke
Daniel Hürst
Hans Georg Sutter
Jan Todt
Caroline Uhrmann

Bâle, septembre 2006

Résumé

Contexte

Le mandat de formation confié à SRG SSR idée suisse (ci-après la SSR) fait l'objet d'un débat public récurrent. Etant donné que ni la loi sur la radio et la télévision ni la concession n'en précisent les modalités d'exécution, le respect du mandat de prestations de la SSR dans le domaine de la formation est un sujet délicat. La révision totale de la loi sur la radio et la télévision ainsi que l'élaboration d'une nouvelle concession de la SSR offrent une bonne occasion d'examiner de nouvelles conceptions dans le domaine des médias et celui de la formation. Cette révision est donc un bon point de départ pour des projets de recherche.

Buts de l'étude et manière de procéder

Le présent rapport est le résultat d'un projet soutenu par l'OFCOM au titre de l'encouragement à la recherche dans le domaine des médias. Le projet a porté principalement sur les questions suivantes:

- Comment les offres de formation proposées par la SSR ont-elles évolué depuis 1990? Comment mesurer cette évolution?
- Quel rôle le service public sera-t-il appelé à jouer dans le paysage de la formation?

Des documents publics de la SSR ont été analysés aux fins du projet.

La description de l'évolution des programmes se base sur des données concernant les programmes de la SSR publiées dans les rapports annuels. Pour l'analyse, l'équipe de projet a mené des entretiens avec les directions générales et les rédactions techniques de la SSR ainsi qu'avec des institutions de formation publiques et privées. Elle s'est également appuyée sur des statistiques et des documents relatifs à la formation en Suisse.

La loi ne prévoit pas de chaîne consacrée à la formation

L'intérêt suscité depuis 1998 par le mandat de formation de la SSR est dû à plusieurs facteurs. L'aménagement effectif du mandat de formation fait l'objet de plusieurs critiques; tant la révision prévue de la loi sur la radio et la télévision (LRTV) que la modification de la concession de la SSR permettent d'introduire des changements. Dans le même registre, la motion Simmen-Suter déposée en 1998 et l'intervention, en 2004, des directeurs cantonaux de l'instruction publique du nord-ouest de la Suisse demandent la création d'une chaîne de la SSR consacrée à la formation.

Les auteurs de l'initiative prônent l'ancienne idée d'atteindre, grâce à la télévision, des catégories de la population défavorisées en matière de formation. Dans les années 1960 et 1970, ces espoirs ne se sont toutefois pas concrétisés, de sorte qu'en Europe, les chaînes de télévision publiques ont connu l'évolution suivante: au lieu d'une télévision éducative "classique" orientée sur l'offre, l'accent a progressivement été mis sur les processus de formation. Dans un paysage télévisuel dual et soumis aux lois de la concurrence, la conception paternaliste de l'enseignement et de l'éducation était devenue obsolète. On est donc passé d'une formation organisée et ciblée (apprentissage au sens étroit du terme) à une formation informelle (formation au sens large, culture générale).

Interprétation par la SSR de son mandat de formation: d'une formation formelle à une formation informelle

La LRTV ne modifiera pas foncièrement le mandat de formation pour la radio et la télévision. Il n'en reste pas moins que, dans la perspective de l'octroi d'une nouvelle concession à la SSR, le débat redouble d'intensité - notamment dans les rangs de la SSR elle-même. Ces dernières années, aucun document relatif à une stratégie explicite en matière de formation n'était disponible au niveau des entreprises de la SSR. Le mot "formation" n'apparaissait plus dans la stratégie globale de la SSR, une lacune plutôt grave vu le mandat constitutionnel confié à cet organisme. Toutefois, un retournement s'est produit. Une stratégie en matière de formation a été élaborée, mais au moment de la rédaction de ce rapport en septembre 2006, elle n'a pas encore été adoptée.

Au cours des dernières années, la SSR s'est distancée d'une vision formelle de la formation et défend désormais une conception plus large. La formation doit être intégrée au programme global, comme rubrique fixe ou comme éthique de programme.

Cette vision de la formation repose sur le constat suivant: le public n'utilise pas la radio, et encore moins la télévision, intentionnellement et de manière planifiée dans un but de formation. Le public ne s'instruit pas de manière systématique, mais plutôt accessoirement et par hasard. La radio et la télévision se considèrent elles-mêmes avant tout comme des facteurs stimulants pour la transmission de savoirs, la diffusion d'informations spécifiques et techniques ou l'incitation à une activité intellectuelle. Elles n'estiment pas être des médias d'apprentissage ou faire partie d'un système d'apprentissage à distance.

SF Schweizer Fernsehen dit remplir son mandat grâce à des émissions qui apportent une contribution en matière d'éducation et de formation, notamment *Horizonte*, *Menschen*, *Technik*, *Wissenschaft (MTW)*, *nano* et *Schulfernsehen*.

Pour **SR DRS**, la stratégie de formation consiste à transmettre des connaissances spécialisées dans les domaines de la politique, de l'économie, de la culture, de la société, des sports, de l'histoire, de la technique et des sciences. Pour la radio alémanique, contribuer à la formation signifie en outre diffuser des connaissances, initier des débats et proposer au public des analyses de fond.

La **TSR** remplit le mandat de formation dans un sens général avec la diffusion d'émissions d'information et de documentaires. Elle diffuse des émissions qui poursuivent spécifiquement

des objectifs pédagogiques ou éducatifs, par exemple *Zavévu* (programme destiné aux enfants, spécialement *Déclic*), *Courts du Jour* ou *Nouvo*; néanmoins des éléments pédagogiques se retrouvent aussi dans d'autres émissions. La TSR met en particulier l'accent sur la présentation des nouvelles technologies et leurs impacts sur la société. Les contenus de ces émissions sont partiellement réalisés en collaboration avec des institutions actives dans le domaine de la formation, comme la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP).

La **RTSI** formule des valeurs, des missions et des visions dans sa stratégie 2002-2006. Dans le domaine de la formation, la stratégie parle de la "valorisation de notre caractère suisse et italien" et veut "contribuer à la croissance civile du pays". Dans l'ensemble de l'offre de la RTSI, mais aussi dans la plupart des programmes, il s'agit au moyen de contenus de qualité de transmettre à l'auditeur ou au téléspectateur une compétence sociale ou de le soutenir dans l'assimilation de connaissances. Pour la RTSI, cet objectif est en lien avec une définition moderne de la formation.

Pour la SSR, aujourd'hui, la programmation a principalement pour but de susciter la curiosité du public, de le motiver, de lui offrir un outil didactique propre à le stimuler et de développer des structures d'apprentissage individuelles. Les programmes évoluent dans ce sens: les offres d'émissions éducatives au sens strict sont réduites au profit d'une formation au sens large.

La SSR a réduit les offres de formation au sens strict

La SSR a globalement réduit les offres de formation au sens strict (émissions éducatives). En Suisse alémanique, *Schulfernsehen* est actuellement l'unique émission qui réalise des contenus audiovisuels avec des objectifs d'apprentissage formels, en étroite collaboration avec des institutions de formation.

En Suisse romande et au Tessin, il existe certes des contacts et des accords entre les responsables des programmes, les départements cantonaux de l'éducation et certaines institutions de formation. Les contrats de prestations restent toutefois assez généraux et ne sont pas liés à des obligations financières. Depuis les années 80, il n'existe plus d'émissions radiophoniques destinées spécifiquement aux écoles.

La SSR a augmenté les offres de formation au sens large

Par contre, la SSR a augmenté de manière significative les offres de formation au sens large, aussi bien à la radio qu'à la télévision (émission avec des contenus éducatifs: émissions proposant des analyses de fond, documentaires, émissions scientifiques, émissions d'information des consommateurs). Actuellement de nombreuses émissions satisfont à l'exigence en matière de formation. L'offre de formation, à la télévision en particulier, n'a toutefois pas autant augmenté que certaines autres prestations du programme (les émissions de divertissement notamment).

Les offres de formation à la télévision sont souvent "invisibles"

A la télévision, la plupart des émissions avec des contenus éducatifs sont diffusées le matin, l'après-midi ou tard le soir, soit à des périodes où l'audience est généralement faible. A la radio, par contre, la majorité des émissions "éducatives" sont diffusées en prime time. De même, avec leurs programmes culturels qui s'adressent de manière ciblée et volontaire à un public cultivé, les radios font plus nettement preuve de souveraineté en matière de formation que la télévision.

Nouvelle stratégie – Initiative sur la formation 2006

En 2006, la SSR a mis en œuvre son "Initiative sur la formation 2006", un processus ayant pour but le développement d'une stratégie moderne en vue de l'exécution du mandat de formation.

La stratégie, encore provisoire au moment de la rédaction de ce rapport, devrait s'articuler autour des deux axes suivants:

- le *Pacte multimédia pour la formation*, dont le but est de soutenir et de promouvoir des produits innovants dans le domaine de l'apprentissage et de la formation en ligne;
- *SF WISSEN Bildungspilot*, une plateforme de formation sur l'internet qui, dans la phase de démarrage en tout cas, est alimentée par SF Schweizer Fernsehen.

Les deux concepts misent clairement sur l'internet en tant que plateforme primaire.

Parmi les partenaires du *Pacte multimédia pour la formation* figurent la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP), le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) ainsi que l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT). La plateforme interactive de formation (SF WISSEN) se veut une "plaque tournante pour la science et la formation". Son but est d'offrir sur demande des contenus audiovisuels se rapportant à la science et à la formation, des programmes d'apprentissage et des résultats de recherche scientifiques. La SSR envisage d'ouvrir les archives de SF Schweizer Fernsehen, afin que la plateforme puisse proposer dès le début un certain nombre de contenus attractifs. Aucun public cible n'a été défini; chacun doit pouvoir y trouver son compte. Le projet, qui se limite dans sa phase pilote à la Suisse alémanique, devrait démarrer début 2007. Si la plateforme fait ses preuves, elle sera étendue à l'ensemble du pays.

Le public manifeste peu d'intérêt pour les émissions éducatives

Le choix de la SSR d'orienter sa nouvelle stratégie en matière de formation vers l'internet n'est pas dû au hasard. En Suisse, le public manifeste peu d'intérêt pour les émissions éducatives à la télévision. Ce média n'est pas associé en priorité à l'apprentissage et à l'éducation.

On regarde essentiellement la télévision "pour être informés" (68 % des téléspectateurs) ou "pour se divertir" (27 %). Seuls 5% des téléspectateurs disent utiliser ce média en premier lieu dans un but éducatif. La décision de la SSR de privilégier les offres de formation au sens large – soit une formation implicite et des émissions avec des contenus éducatifs – correspond donc à l'intérêt du public. Une étude réalisée en 2000 montre également que, du point de vue des utilisateurs, la formation revêt peu d'importance.

La télévision éducative est un média coûteux

L'analyse des offres de formation sur les télévisions étrangères révèle que les offres publiques sont chères alors que les offres commerciales traitent un champ thématique nettement plus restreint, avec des budgets tout aussi élevés.

La chaîne éducative allemande BR-alpha, dont les coûts sont estimés à 25 millions d'euros par année, revendique une part de marché de 0,2 % seulement. La BBC, dont le budget annuel s'élève à 351 millions de livres, offre un large programme éducatif. Ce programme – notamment la version en ligne – est considéré par de nombreux observateurs comme une référence en la matière; il est en outre enrichi de programmes de formation à tous les niveaux.

La chaîne Discovery Channel exploite avec succès le créneau du divertissement factuel, une forme d'émissions à caractère éducatif. Elle se distingue des chaînes publiques en privilégiant à la fois le divertissement du téléspectateur et l'intérêt de l'entreprise. En général, Discovery Channel évite les sujets actuels et controversés, ce qui lui assure de nombreuses rediffusions sur plusieurs marchés.

Fragmentation de la formation en Suisse

Pour réaliser son mandat de formation, la SSR doit tenir compte, dans sa stratégie, de l'ensemble du système éducatif, lequel se caractérise par une grande hétérogénéité, à savoir:

- une segmentation linguistique;

- de grandes différences régionales et des spécificités locales;
- des problèmes d'intégration dans les villes (problèmes liés à la langue, intégration d'immigrants ayant des connaissances lacunaires des langues officielles).

Cette hétérogénéité est un facteur de coût en ce qui concerne la télévision. En effet, l'adaptation des productions aux spécificités régionales et locales s'avère très coûteuse.

Le secteur de la formation tend à des réformes pour accroître la compétitivité

Au cours de ces dernières années, la formation a été soumise à de fortes mutations. Les changements intervenus dans la société et dans l'économie nécessitent des réformes. Regroupés sous le terme de "société de l'information", ces changements requièrent de nouvelles compétences dans un environnement en constante évolution et, en conséquence, engendrent une forte demande en matière de formation et de formation continue. L'exigence programmatique d'une "formation continue tout au long de la vie" repose sur cette réflexion. L'importance d'une bonne formation de base, condition pour une carrière stable, augmente. L'objectif des réformes est souvent de maintenir concurrentielle la place économique grâce à une bonne formation des forces de travail. On recherche principalement l'harmonisation, la standardisation et la dynamique. Ces objectifs sont notamment poursuivis par le processus de Bologne (pour la réalisation d'un espace européen pour les hautes écoles) et par le processus de Copenhague, qui préconise une formation professionnelle au niveau européen. En Suisse, le souverain a approuvé la modification des articles constitutionnels sur l'éducation dans le but de garantir la qualité du système scolaire et de renforcer la collaboration entre la Confédération et les cantons. Le projet HarmoS harmonise l'école obligatoire et crée des normes en matière de formation applicables dans l'ensemble du pays. La hausse des budgets des institutions de formation souligne l'importance qui, suite à l'émergence de la société de l'information, a été accordée à la formation ces dernières années. Depuis 1998, les sommes consacrées à la formation augmentent plus fortement que le nombre d'élèves. Toutefois, une pression sur les coûts et le rendement se fait aussi sentir; elle se reflète dans des tentatives de réforme passant par la standardisation et l'optimisation.

Formation continue: forte demande en Suisse

Comparée aux autres pays européens, la Suisse s'en tire bien en ce qui concerne la participation à des formations continues. En Suisse, en 2005, 27 % des personnes âgées de 25 à 64 ans suivaient activement des programmes ou des cours de perfectionnement. Il convient de souligner dans cette optique que:

- la formation continue est avant tout liée à une activité lucrative ou professionnelle. La formation générale dans un but privé joue cependant aussi un rôle important;
- elle a lieu aussi bien par le biais des médias que dans un contexte social. Ces deux formes de formation continue ont plus d'impact que la formation organisée dans le cadre de cours;
- en 2003, près d'un quart de la population n'a suivi aucune formation continue, sous forme de cours ou de formules d'apprentissage individuelles. Cela est en corrélation avec l'âge, le niveau d'éducation et le statut sur le marché du travail.

Offres de formation continue: formes et prestataires

La demande est couverte par une multitude et une variété d'offres et de prestataires. La formation continue est essentiellement l'affaire d'entreprises privées, mais il existe aussi d'autres types de structures. Les entreprises qui proposent elles-mêmes des cours de formation continue se taillent la part du lion; elles sont suivies par d'autres institutions, privées ou à but non lucratif (organisations religieuses, partis politiques, syndicats, associations professionnelles, studios d'enseignement, associations). Les écoles publiques (universités, écoles spécialisées,

écoles professionnelles) se taillent une part à peu près égale à celle des écoles privées – écoles privées parmi lesquelles il faut compter notamment les écoles club, les instituts d'enseignement à distance, les écoles de cadres ou les écoles de musique. Les formations dispensées par des personnes privées arrivent en queue de peloton.

Les contenus électroniques ne jouent pas de rôle central dans la formation

Toutes régions confondues, en Suisse, l'éducation aux médias ne fait pas partie du programme d'enseignement, contrairement à la Grande-Bretagne par exemple. Le recours aux médias dans l'enseignement est facultatif; les projets concernent essentiellement les infrastructures.

L'initiative "Partenariat Public Privé – **L'école sur le net** (PPP-ésn)" est le principal projet d'infrastructure actuellement en cours. Dans le domaine scolaire, elle prévoit d'investir un milliard de francs sur 5 ans (de 2003 à 2007) dans des infrastructures, des logiciels d'enseignement et des mesures de formation ou de formation continue.

En tant que portail, le **serveur de l'éducation** rassemble les informations sur la formation en Suisse. Ce serveur (www.educa.ch) met en réseau les offres existantes, fournit des ressources didactiques et fonctionne comme plaque tournante pour les acteurs et les contenus. Il comprend également educa.net2, une sorte de bibliothèque électronique communautaire, educajob, un portail d'emplois pour les enseignements ainsi que educashop qui propose aux écoles des logiciels et des services à des conditions particulières. Outre ces projets, il existe également de nombreux médias publics ou privés et des projets de cyberéducation, parmi lesquels il convient de citer le programme d'encouragement "Good Practice" de l'OFFT, qui comprend environ 60 projets relatifs à la production de contenus à utiliser dans l'enseignement, ou la "Semaine des médias à l'école" de la CIIP.

Perspective: la SSR dans le paysage de la formation jusqu'en 2015

L'analyse du secteur de la formation montre que la Suisse dispose d'une offre de formation complète et suffisante et que celle-ci est bien utilisée. En d'autres termes, il n'y a pas de besoins urgents, ni de lacunes importantes, qui nécessiteraient d'élargir le mandat et l'offre de la SSR en matière de formation. Cependant, il existe un besoin générique pour:

- des offres de formations sur demande;
- des possibilités d'accès aux émissions du programme ordinaire ou aux archives numériques de la SSR;
- des offres en matière de consommation de formation;
- des informations supplémentaires relatives au paysage de la formation.

Dans le paysage hétérogène de la formation en Suisse, le service public peut notamment contribuer au processus de réformes par le biais de l'information et de la formation de l'opinion en matière de politique de l'éducation; il peut aussi expliquer les processus de transformation, transmettre des standards de formation par-dessus les frontières régionales et soutenir des formes d'apprentissage informel, par exemple par l'intermédiaire d'éléments éducatifs comme les liens vers les archives numériques.

Les contenus actuels fournissent de la documentation sur des événements qui ne peuvent pas être immédiatement intégrés aux instruments pédagogiques (11-Septembre, grippe aviaire). De ce fait, ils rendent plus intéressants les processus d'apprentissage dans l'enseignement public. Autres pistes à explorer: encourager l'apprentissage des langues en privilégiant les programmes en version originale proposés par la télévision numérique (p. ex. séries américaines ou interviews), perpétuer la culture linguistique de la Suisse ou proposer de "nouvelles" langues (p. ex. le chinois).

L'avenir est à la formation en ligne

A terme, l'internet s'avère mieux adapté que la télévision pour des programmes de formation, notamment dans le domaine spécifique de l'apprentissage. Les offres en ligne permettent d'intégrer facilement des informations et des images, de mêler éléments textes, audio et vidéo (multimédialité), tout en privilégiant l'interactivité, une personnalisation de l'offre et une utilisation à la demande.

Une plateforme en ligne confère au mandat de formation une forme fixe, par ailleurs réclamée par de nombreux observateurs (chaîne éducative en ligne). Le mandat prend ainsi littéralement forme et devient visible.

Compétences pour la formation en ligne

La SSR dispose de nombreuses compétences et ressources pour remplir le mandat de formation de manière adéquate et moderne.

- Les émissions du programme ordinaire, les archives numériques et les contenus des émissions éducatives sont autant de ressources que la SSR peut mettre à disposition dans un but éducatif.
- En ce qui concerne l'infrastructure, le point fort consiste en la capacité de proposer sur demande des offres avec des contenus audiovisuels, numériques (Rich-Content), en tant que programme ou de manière asynchrone.

Adapter le mandat au paysage de la formation

Il serait contreproductif de ne pas envisager de compléter le mandat de formation confié à la télévision par des services en ligne, en particulier dans le domaine de l'apprentissage.

Les besoins du paysage de la formation se sont modifiés de manière fondamentale. Dans la perspective d'une "formation continue tout au long de la vie", la SSR peut assurément contribuer à la formation, par exemple en mettant à disposition le contenu de ses archives dans le cadre d'une plateforme de formation ouverte.

Une extension de l'offre à des services en ligne soulève cependant plusieurs questions liées à la concurrence et à la politique des médias, par exemple en ce qui concerne le financement par le produit de la redevance d'une offre en ligne de la SSR en concurrence avec des fournisseurs privés de contenus éducatifs issus du secteur traditionnel de la formation. Ce problème doit également être examiné en relation avec l'évaluation controversée de l'offre en ligne globale de la SSR.

Dans le cadre du projet de recherche, des discussions ont également été menées avec les acteurs du secteur de la formation. Etant donné les besoins génériques mentionnés ci-dessus et les éléments actuellement connus de la nouvelle stratégie de la SSR en matière de formation, ces interlocuteurs estiment que le risque de conflit est négligeable aussi longtemps que l'offre de la SSR ne couvre pas l'ensemble des processus éducatifs.

Quelques interlocuteurs ont regretté cependant que la SSR n'ait pas mis en place un office central pour la formation élargie. Il faut garder à l'esprit toutefois que la stratégie de la SSR en matière de formation est encore en cours d'élaboration; actuellement, nul ne peut prévoir si la stratégie va également entraîner des changements organisationnels.